

NATIONALISTES FLAMANDS : AUBAINE OU CASSE-TÊTE ?

Nathalie Brack, Amandine Cresy

L'Esprit du temps | « Outre-Terre »

2016/4 N° 49 | pages 278 à 282

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847953725

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2016-4-page-278.htm>

Pour citer cet article :

Nathalie Brack, Amandine Cresy, « Nationalistes flamands : aubaine ou casse-tête ?
», *Outre-Terre* 2016/4 (N° 49), p. 278-282.
DOI 10.3917/oute1.049.0278

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Nationalistes flamands : aubaine ou casse-tête ?

Nathalie Brack¹, Amandine Cresy²

Le désaveu infligé à l'Union européenne par les électeurs britanniques et le succès des eurosceptiques dans de nombreux États contribuent à légitimer les critiques des nationalistes flamands envers l'Union européenne (UE). Pourtant, au royaume des nationalistes, les régionalistes ne sont pas rois pour autant. Depuis le 26 juin 2016, la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) se trouve coincée dans une série de dilemmes idéologiques et stratégiques. Il est par conséquent peu probable que le parti se profile ouvertement sur cette question dans les négociations à venir.

LES NATIONALISTES FLAMANDS COMPLAISANTS MAIS PRUDENTS

Sans aucun doute, le Brexit a servi à la N-VA à réaffirmer sa position « euroréaliste » et à souffler sur les braises du nationalisme flamand en insistant sur les notions de souveraineté de même qu'en agitant les peurs liées à l'intensification supposée des migrations vers la Belgique. En effet, quand bien même ils regrettent que le Royaume-Uni ait décidé de sortir de l'Union, les nationalistes flamands considèrent que le Brexit doit être un appel au réveil (*wake up call*) de l'Europe³ : il s'agit d'abandonner l'idée d'une Union sans cesse plus étroite au profit d'une vision pragmatique et confédérale de l'UE. L'accent doit être mis, selon la N-VA, sur le marché intérieur et l'amélioration de son fonctionnement, sur la lutte contre le dumping social mais aussi et surtout sur la sécurité et la question des frontières. La gestion de la crise migratoire est au centre du discours des nationalistes flamands, tant au niveau national qu'européen. Ainsi le député européen Sanders Loones, exposant la vision de la N-VA dans une Europe post-Brexit, estime que la sécurité et l'immigration sont les deux domaines où les autorités publiques, tous niveaux confondus, doivent intervenir et qu'« une Union européenne sans frontière est une Union sans valeur(s). Des frontières doivent être rétablies, géographiquement et idéologiquement »⁴.

1 Chercheur au FNRS (Belgique), Professeur au CEVIPOL/Institut d'Études Européennes, Université libre de Bruxelles

2 Professeur au CEVIPOL/Institut d'Études Européennes, Université libre de Bruxelles

3 « Brexit : wake up call voor Europa », site de la Nieuw-Vlaamse Alliantie, 24 juin 2016, <www.n.va.be/nieuws/brexit-wake-upcall-voor-europa>.

4 Sander Loones, « Brexit : wake-up call of nog even snoozen ? », *Res Publica*, 2016, vol. 4, p. 497.

Mais si le Brexit permet aux nationalistes flamands de mettre en avant un agenda réformiste euroréaliste pour l'UE, il les confronte également à un dilemme quant à leur agenda régionaliste. La N-VA se situe en porte-à-faux vis-à-vis d'autres mouvements nationalistes régionaux en Europe. Contrairement aux Catalans ou aux Écossais qui appellent à l'autodétermination régionale *via* des référendums, les nationalistes flamands sont opposés au référendum sur des questions qu'ils jugent trop « complexes ».

La N-VA a choisi, ces dernières années, d'insister davantage sur son programme socioéconomique de droite plutôt que sur ses ambitions régionalistes, et ce pour des raisons essentiellement stratégiques d'ambitions gouvernementales. Le parti a donc pris ses distances par rapport aux autres mouvements régionalistes en Europe qui, eux, se situent bien plus à gauche sur l'échiquier politique. Au lendemain du référendum britannique, Bart De Wever, président de la N-VA et bourgmestre du fief nationaliste qu'est Anvers, a évoqué le cas de l'Écosse comme un « précédent intéressant » et la N-VA continue de soutenir l'indépendance écossaise (ainsi que son potentiel retour dans l'UE). Dans le même temps, il s'est positionné contre un référendum d'autodétermination en Flandre dont il sait qu'il n'aurait aucune chance d'aboutir à une demande majoritaire d'indépendance. Cette prise de position révèle les dissensions au sein même du mouvement nationaliste flamand puisque les jeunes de la N-VA avaient pour leur part tweeté : « Le Royaume-Uni quitte l'Union européenne. Quand la Flandre quittera-t-elle la Belgique ? »⁵.

Au pouvoir au sein du gouvernement fédéral depuis 2014, la N-VA poursuit une stratégie complexe poussant l'État fédéral belge à périlcliter ou, pour reprendre les termes du président du parti Bart De Wever, à lentement s'évaporer⁶. Partant, ils préconisent une Union des nations, permettant de se passer de l'État belge mais qui n'exercerait pas une trop grande contrainte sur les régions. C'est donc une idée abstraite du souverainisme qu'ils défendent en dénonçant le spectre d'un « superÉtat » européen.

De la sorte le Brexit est davantage un casse-tête qu'une aubaine pour la N-VA. Si la crise migratoire, la sécurité, la lutte contre le terrorisme et des prises de position conservatrices peuvent séduire une frange de son électorat, un euroscepticisme frontal et d'éventuels appels à la sortie de la Belgique ou même de la Flandre de l'UE seraient, dans le contexte belge, voués à l'échec.

5 De Wever sur le Brexit: « Le Royaume-Uni va se dissoudre lui-même », *Le Soir*, 26 juin 2016, <www.lesoir.be/1250160/article/actualite/belgique/politique/2016-06-26/wever-sur-brexit-royaume-uni-va-se-dissoudre-lui-meme?>.

6 <www.trouw.nl/tr/nl/4324/Nieuws/article/detail/1584847/2010/04/08/Laat-Belgie-maar-rustig-verdampen.dhtml>.

SCHIZOPHRÉNIE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Le Brexit a surtout révélé les contradictions au sein de la coalition au pouvoir en Belgique entre libéraux francophones traditionnellement fédéralistes européens et nationalistes flamands de la N-VA, qui ont maintes fois exprimé leur sympathie pour les vues des conservateurs britanniques.

La participation de la N-VA au gouvernement fédéral contribuera-t-elle à infléchir la position traditionnelle de l'État belge tant sur le Brexit que sur les questions européennes en général ? La réponse à cette question reste à ce jour très incertaine.

Concernant le Brexit, la tâche ne devrait pas être trop compliquée puisque la position de la N-VA n'est pas fondamentalement différente de celle de nombreux partis de gouvernement en Europe. En effet, les nationalistes flamands sont partisans d'un Brexit *soft* impliquant un accord de libre-échange et des coopérations institutionnalisées dans une série de domaines. Cela s'explique essentiellement par le fait que le Royaume-Uni est une destination de premier plan des exportations flamandes. Les nationalistes cherchent donc à maintenir une bonne relation avec les Britanniques en se déclarant favorables à des conditions de sortie non punitives. Dans le même temps, la N-VA est également préoccupée par un risque de potentiel « effet domino » et considère que le statut britannique ne peut pas être meilleur hors de l'Union qu'il ne l'était à l'intérieur. En d'autres termes, les nationalistes flamands sont favorables à un divorce à l'amiable mais ne sont pas prêts pour autant à compromettre les principes clés du fonctionnement de l'UE en acceptant par exemple le détricotage des quatre libertés de circulation (des personnes, des marchandises, des capitaux et des services).

Le Premier ministre libéral Charles Michel tente en tout état de cause de ménager à la fois la position diplomatique traditionnelle du Royaume et les positions de son partenaire nationaliste au sein de la coalition fédérale. Ainsi, la position belge prévoit que l'on devra négocier un « Brexit intelligent », terme traduisant un compromis typiquement belge que chaque parti peut interpréter à sa façon.

Les choses s'annoncent plus ardues pour Charles Michel en ce qui concerne la vision de l'Europe que la Belgique va promouvoir dans le contexte post-Brexit. Alors que son parti est traditionnellement favorable à une Europe fédérale, la N-VA défend une vision résolument confédérale, ou intergouvernementaliste de l'Union européenne, dans laquelle les gouvernements nationaux ont clairement l'ascendant sur des institutions supranationales (Commission et Parlement) plus faibles. Ces contradictions deviennent de plus en plus apparentes et ont été dénoncées avec virulence par l'opposition lors d'un débat à la Chambre des représentants le 30 juin

2016. Alors qu'un député libéral francophone, Richard Miller, se livrait à un plaidoyer pour un fédéralisme européen renouant avec l'esprit des pères fondateurs et a été applaudi par le Premier ministre, un élu de la N-VA, Peter Luykx, a proposé que la Belgique adopte une approche euro-réaliste et renonce à toute idée de « superÉtat européen ».

De même, la N-VA considère que la Belgique doit revoir ses partenariats en Europe. Alors que traditionnellement, le Royaume est historiquement ancré dans l'Europe des six pays fondateurs ou a joué un rôle moteur dans le cadre du Benelux, les nationalistes flamands estiment que de nouvelles alliances devraient être nouées afin de pousser le projet dans la bonne direction. En particulier, leurs regards se tournent vers les pays nordiques (Pays-Bas compris) dont les positions sur l'intégration, les migrations ainsi qu'en matière de politiques budgétaire et environnementale se rapprochent selon eux des aspirations flamandes. Mais des partenariats sont également envisagés avec les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) afin de trouver des accords visant à durcir la politique migratoire européenne⁷.

Le Premier ministre devra donc faire preuve d'inventivité pour accorder les voix dans sa majorité, ce qui risque d'enlever de sa force au rôle moteur que la Belgique a jusqu'à présent joué dans le processus d'intégration.

LÉGITIMATION OU PERTE D'INFLUENCE SUR LA SCÈNE EUROPÉENNE ?

Certes la victoire des conservateurs britanniques conforte la position « eurocritique » des nationalistes flamands. Mais en même temps le départ des Britanniques va certainement contribuer à affaiblir la N-VA, tant ses liens avec les Tories alors emmenés par David Cameron ont été au cœur de la stratégie de Bart De Wever pour acquérir visibilité et respectabilité. Une partie de la presse flamande a pu considérer le leader nationaliste comme le « grand perdant » du Brexit en Belgique⁸.

En 2014, la N-VA avait décidé de quitter l'Alliance libre européenne, composante régionaliste siégeant avec le groupe des Verts aux positions fortement ancrées à gauche au Parlement européen. Mettant fin à une aberration idéologique, les nationalistes flamands avaient alors rejoint le groupe des Conservateurs et réformistes européens, dominé par les conservateurs britanniques. Une fois les 20 Tories par-

7 Sander Loones, « Brexit: wake-up call of nog even snoozen ? », *op. cit.*, p. 498

8 Cf. Wouter Verschelden, « Grootste verliezer van de Brexit bij ons: Bart De Wever », site d'information *Newsmonkey*, <newsmonkey.be/article/68569>.

tis, le parti nationaliste belge se retrouvera au sein d'un groupe considérablement affaibli en compagnie de la droite radicale eurosceptique danoise et finlandaise, par exemple, et du parti polonais très conservateur Droit et Justice. La N-VA devra donc vraisemblablement se tourner vers d'autres partenaires au sein du Parlement européen au cours de la prochaine législature sous peine de se retrouver isolée dans un petit groupe radical et peu influent.

Sur la scène politique belge, il est fort probable que le parti ne se profile pas outre mesure sur le Brexit et se contente de défendre les intérêts flamands en Europe. En effet, l'intégration européenne fait encore peu débat en Belgique et un agenda eurosceptique, même labellisé « euroréaliste », est peu payant électoralement. Une situation renforcée par la concomitance des élections européennes (de second ordre), comme fédérale et régionale (de premier ordre). En outre, la N-VA ne courra pas le risque de paraître trop proche du Royaume-Uni au point d'être perçue comme défendant les intérêts britanniques au détriment des intérêts belges ou européens. Elle continuera donc sans aucun doute de plaider pour une Flandre au cœur d'une Europe confédérale. Enfin, après trois ans de participation gouvernementale, le parti nationaliste a appris à maîtriser les rouages du complexe processus décisionnel belge en matière de politique européenne et acquis les moyens politiques de l'influencer. Si la N-VA se concentre sur quelques politiques qui lui tiennent à cœur ou qui relèvent de la compétence d'un de ses ministres, telles que les finances, la politique économique ou le commerce international, elle sera certainement en mesure d'infléchir la position belge sur la scène européenne sur des dossiers clés. Ainsi, pour la première fois de l'histoire de la construction européenne, la Belgique pourrait contribuer à un agenda européen de repli sur les intérêts économiques et sécuritaires nationaux (voire régionaux).